

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Editorial de la revue D&S
n°198. D&S n°199 est en
bouclage.Venez fêter avec
nous le n°200, les 20 ans de
D&S, le samedi 15 décembre à
Paris**

Date de mise en ligne : jeudi 22 novembre 2012

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Démocratie & Socialisme

Bien sûr, notre gouvernement de gauche ne peut pas tout régler en 4 mois. Il faut du temps. Mais pas trop non plus car il y a des urgences. Et nous sentons tous l'opinion qui décolle et s'impatiente. On ne peut pas lui demander d'attendre 60 mois. Sinon on perdra avant, dès 2014, et ce seront UMP et FN qui reviendront !

Il y a 8,6 millions de pauvres en dessous de 900 euros, 440 000 de plus entre 2009 et 2010. Il y a 5 millions de chômeurs. Les licenciements continuent et les salaires sont bloqués. Ça ne peut durer.

Nous voulons, de toutes nos forces, la réussite de notre gouvernement et du président Hollande. Mais encore faut-il, pour cela, se mêler des débats et choix quotidiens de nos ministres et de Jean-Marc Ayrault. Discuter hier des « 60 propositions », c'était utile mais c'est encore plus nécessaire maintenant qu'on est passé aux travaux pratiques. Car tout se joue, jour après jour, c'est maintenant que le parti socialiste doit peser collectivement et relayer les attentes des salariés auprès du gouvernement. C'est ce congrès de Toulouse qui est historique, le prochain, dans 3 ans, il sera trop tard ! Pourquoi concéder confusément au patronat qu'il y a un problème sur le prétendu « coût du travail » ? Le travail n'est pas un coût, c'est LA richesse collective. Les salaires ne sont pas trop élevés, c'est le capital qui coûte trop cher ! Puisqu'ils exigent des « équilibres budgétaires » que patrons et actionnaires donnent l'exemple : le bon « choc de compétitivité », c'est de baisser les dividendes.

Pourquoi ne pas aller plus vite dans le contrôle des licenciements et des plans sociaux ? Florange, PSA, Pétroplus, Doux, Sanofi ne peuvent attendre, c'est MAINTENANT LE CHANGEMENT pour ces salariés aussi.

Pourquoi ne pas renforcer le droit du travail contre les précarités et fraudes aux heures supplémentaires ? Ça ne coûte pas cher, et ça fait du bien aux 18 millions de salariés concernés ! Il y a un milliard d'heures supp' non majorées, non déclarées, c'est l'équivalent de 600 000 emplois. La « flexibilité » c'est de la foutaise, il y en a bien trop, et de toute façon, ça nuit à la compétitivité : ceux qui produisent le plus ce sont les salariés bien formés, bien traités et bien payés ! Il faut travailler mieux, moins tous pour gagner plus.

C'est positif, dans le budget 2013, de reprendre 35 milliards aux riches et au CAC 40, mais Sarkozy leur avait fait 110 milliards de cadeaux de baisse d'impôts. Pourquoi ne pas, puisqu'il y a urgence, reprendre plus vite et plus fort ? Pourquoi ne pas en revenir au taux d'imposition de Lionel Jospin de 1999 ? (s'il avait été maintenu jusqu'en 2009, il n'y aurait pas eu de déficit ni de dette pendant 10 ans).

Pourquoi se fixer le taux de déficit à 3 % en 2013 et à 0,5 % en 2017 avec une croissance faiblarde ? C'est « absurde ». Même à Bruxelles ils comprennent que l'austérité nuit : la Grèce après 9 plans de destruction sociale a vu sa dette s'élever de 100 points du PIB... à 170 points du PIB. Pourquoi chercherions nous à être, dans cette mauvaise voie, les meilleurs élèves de la classe alors même que les professeurs doutent du programme ? Jamais l'Espagne, l'Italie, le Portugal ne paieront leurs dettes, pourquoi faire semblant ? La BCE doit prêter directement aux états sans condition antisociale. Notre priorité ne doit pas être de rembourser la dette aux usuriers banquiers privés mais d'investir pour faire reculer le chômage de masse. Il faut augmenter les salaires MAINTENANT pour faire la relance et repousser toute austérité. C'est le bon choix pour la réussite du gouvernement, bon pour les salariés, la gauche, et bon pour le pays.

C'est ce que la motion 3 a défendu au congrès de Toulouse.

Chers camarades, le samedi 15 décembre, il y aura colloque, table ronde, débats, spectacle, apéro, repas collectif, fête, de 14 h à 2 h du matin, inscrivez-vous maintenant, la salle ne contient que 120 places., cela ne coûtera que de 10 euros à 20 euros par personne selon vos moyens. Ce sera à Paris à "Confluences" 190 Bvd de Charonne, M° Philippe Auguste. En vous inscrivant précisez si vous avez besoin de logements.